

Renforcer la coopération entre l'Europe et l'Afrique en matière de réforme démocratique

Bruxelles 11-12 Octobre 2010

Les progrès de la démocratie dans les Etats africains – faisant souvent face à des situations de fragilité ou à des transitions post-confliktuelles difficiles – demeurent un défi considérable à relever. Depuis la fin de la guerre froide, l'une des pierres angulaires de l'engagement international en Afrique a été le renforcement de la démocratie. Dans ce but, l'Union Européenne ainsi que l'Union Africaine ont toutes deux développé des cadres et des politiques visant à soutenir ces processus de démocratisation complexes.

L'objectif de cette conférence est de faire le point sur les pratiques et politiques actuelles, de réévaluer les instruments de coopération en matière de soutien à la démocratisation en Afrique, ainsi que d'évaluer les défis politiques et les opportunités dans un secteur politique en changement constant.

La conférence analysera premièrement les tendances apparues cette dernière décennie dans les processus de démocratisation en cours sur le continent africain, ainsi que l'alignement et la cohérence des agendas politiques européens, en accordant une attention particulière à l'efficacité du dialogue politique et de la coopération technique élaborés dans les accords de Cotonou, ces derniers constituant un élément fondamental de la relation entre l'UE et l'Afrique.

Les tensions entre une approche basée sur des principes et les impératifs d'un agenda faisant primer la stabilité sont au cœur de ce débat. Le contexte d'incertitude politique ainsi qu'un équilibre délicat entre des objectifs politiques antagonistes se sont traduits par une série d'inconsistances grandissantes entre une rhétorique orientée vers les valeurs et un pragmatisme politique, affectant tant la crédibilité que l'efficacité des efforts européens orientés vers le changement démocratique et le développement. De même, la coexistence parfois difficile entre les agendas nationaux et la formation des politiques de l'UE visant les processus de démocratisation en Afrique a eu un impact négatif important sur le développement des relations UE-Afrique dans le domaine du soutien à la démocratisation. Ces tendances seront largement analysées et discutées durant la première journée de conférence.

Lors du deuxième jour, les discussions se concentreront sur les éléments concrets de la pratique des agendas de soutien à la démocratie. Nous commencerons par questionner la pertinence des instruments politiques utilisés pour soutenir la réforme démocratique par rapport aux

structures sous-jacentes de pouvoir et aux agendas domestiques. Le soutien à la démocratisation en Afrique (et ailleurs) n'a pas été capable de faire pleinement face au défi que représentent, pour les processus de démocratisation, les structures sous-jacentes de pouvoir ainsi que leur impact sur la politique et les réformes institutionnelles. Ceci demeure un facteur crucial pour les succès et échecs des processus de démocratisation ainsi que pour l'efficacité de nos propres instruments politiques en soutien à ces processus.

Dans ce contexte, la conférence évaluera également les instruments de soutien au dialogue politique. L'efficacité de ces approches est essentielle pour assurer la viabilité des réformes institutionnelles et politiques – la volonté et l'engagement politiques sont, après tout, les éléments clés d'une transition réussie – mais aussi pour créer les conditions de l'appropriation du processus démocratique et d'un meilleur alignement des efforts politiques des donateurs internationaux et européens. Si le soutien aux réformes démocratiques doit rester un élément essentiel des programmes de l'UE et de l'UA destinés aux gouvernements africains en transition, comment peut-on aborder ces questions afin d'aboutir à de meilleurs résultats ?

Les enseignements tirés des panels précédents seront discutés dans le cadre de transitions politiques difficiles (telles qu'en RDC, au Zimbabwe ou au Burundi). Ces situations représentent des défis extraordinaires pour la communauté internationale étant donné la multiplicité des facteurs en jeu, tels que des conflits incessants, la résilience de leaders autoritaires, des intérêts domestiques et internationaux antagonistes, la complexité des processus politiques et sociaux en cours, ou encore l'incapacité des institutions politiques nationales à canaliser de manière efficace les demandes des citoyens et les préférences des acteurs.

La conférence analysera enfin les liens entre soutien électoral, démocratisation et processus de consolidation. Les élections sont supposées être au cœur d'une démocratie au fonctionnement solide. Cependant, malgré une évolution significative en matière de soutien électoral (approche du cycle électoral), il semble qu'un travail plus important soit nécessaire pour renforcer le lien entre le soutien à des élections libres et équitables et les autres secteurs du soutien à la démocratie. La conférence évaluera les tendances récentes et les enseignements tirés des dernières missions de soutien électoral dans les pays africains, posant ainsi la question du renouvellement du contrat social entre les gouvernements et leur population respective.

Afin de débattre de situations concrètes, des études de cas seront présentées sur l'efficacité des instruments politiques dans la prise en compte des agendas locaux et des structures effectives du pouvoir (Ethiopie ou Côte d'Ivoire), les transitions difficiles (RDC, Burundi ou Zimbabwe) et les missions d'observation et de soutien électoral (Soudan et Mozambique).

Cette conférence est organisée avec le soutien de la Présidence belge de l'UE et en partenariat avec l'European Partnership for Democracy. Elle réunira des décideurs politiques africains et européens, des analystes et des acteurs clés issus de différents milieux dans l'objectif général d'alimenter directement les débats politiques en cours, tant au niveau de l'UE qu'à celui de l'UA.